RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Elections législatives des 21 et 28 mars 1993

Sixième circonscription du Val-d'Oise



JEAN-PIERRE DELALANDE

Député

Maire de DEUIL-LA-BARRE

FRANÇOIS SCELLIER

Vice-Président du Conseil Général

Maire de SAINT-GRATIEN

UNION POUR LA FRANCE
R.P.R.-U.D.F.

ENSEMBLE, RETROUVONS CONFIANCE EN L'AVENIR

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

En cinq ans, la situation de notre pays s'est fortement détériorée tant sur le plan économique que sur le plan social. De tous côtés, dans toutes les catégories sociales, se développe un pessimisme préoccupant qui traduit une grave perte de confiance des Français dans l'avenir.

L'héritage laissé par les gouvernements socialistes successifs est lourd, très lourd :

- l'endettement de la France est devenu inquiétant,
- le déficit budgétaire atteint un niveau alarmant,
- le nombre des personnes immédiatement disponibles pour un emploi dépasse d'ores et déjà de beaucoup les 3 millions,
- notre protection sociale est menacée dans son avenir par ses déficits (régime vieillesse, santé, chômage).

Pourtant, la crise n'est pas une fatalité. Mais il convient d'agir rapidement pour apporter maintenant des réponses concrètes et efficaces aux maux dont souffre notre pays.

C'est-à-dire :

REDYNAMISER L'ÉCONOMIE

Et, par là, lutter pour l'emploi et contre le chômage.

- Par une réindustrialisation pensée et organisée de notre pays, à la fois en termes de savoir-faire (industrie mécanique, bois, composants, électroménager, etc.) et spatial (aménagement du territoire),
- Par la confiance faite aux hommes et non pas seulement aux machines, pour assurer le développement,
- Par une meilleure formation des jeunes, pour faciliter leur entrée sur le marché du travail (développement de l'alternance et de l'apprentissage).
- Par une refonte du système des charges sociales pesant sur les entreprises (transfert du coût des allocations familiales progressivement à l'Etat).

RECONSTRUIRE L'ÉTAT

L'Etat n'assure plus convenablement ses missions essentielles (sécurité, justice, affaires étrangères. Ces trois ministères compétents ne représentent plus que 7,2 % du budget de l'Etat).

Il convient donc d'urgence de :

- Redéployer les crédits vers ces trois domaines primordiaux et ainsi :
- Restaurer la sécurité : par exemple, le Val-d'Oise ne compte que 1.800 policiers pour 1.050.000 habitants, alors qu'il en faudrait au moins le double. Or, les villes ne doivent pas supporter les coûts budgétaires de missions qui incombent à l'Etat,
- Redonner à la justice de notre pays les moyens en hommes et en matériels indispensables à l'exercice de son action : le Val-d'Oise manque également de magistrats en nombre important,
- Améliorer la situation de nos postes diplomatiques et consulaires dans le monde, notamment pour mieux contrôler la délivrance des visas,

  et d'une manière plus générale :
- Redonner son vrai et plein sens à la notion de service public.

Par là, il s'agit de commencer à :

RESTAURER LES CADRES DE LA SOCIÉTÉ

Une société dans laquelle l'"ordre public" se disloque est une société en décadence. Il nous faut très vite revenir à nos valeurs fondamentales et,

- Retrouver l'esprit public, restaurer le sens de l'intérêt général et le souci du respect des règles de vie collective (notamment par la réintroduction de l'éducation civique dès l'école primaire),
- Revaloriser la place de la famille dans notre société,
- Assurer l'avenir des solidarités, qu'il s'agisse des retraites, du problème des villes, du logement des plus défavorisés ou encore de l'intégration à la société,
- Réformer les partis politiques pour qu'ils constituent de véritables lieux de réflexion et présentent des solutions claires et précises dans tous les domaines d'action.

Aidez moi dans ce combat !

Vu, le candidat

Imp. BUIGNET, 95170 Deuil-La-Barre - 39.83.98.64